



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pôle administratif des installations classées

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le 19 août 2024

Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Arrêté n°PAIC-2024-0063 du 19/08/2024

Prescrivant des mesures d'urgence à la société AD Plating
concernant son établissement de Marnaz.

VU le code de l'environnement et notamment l'article L. 512-20 ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Yves LE BRETON, Préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 6 décembre 2022 , nommant M. David-Anthony DELAVOËT, administrateur de l'État hors classe, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2022-148 du 15 décembre 2022 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009.2262 du 13 août 2009, autorisant la société DORELEC SAS à exploiter un établissement spécialisé dans le traitement de surfaces situé au 97 impasse des Acacias zone industrielle des Valignons sur la commune de Marnaz ;

VU le récépissé de changement d'exploitant de raison sociale en date du 9 juin 2010 délivré à monsieur le directeur de la société HACER TRAITEMENT DE SURFACES dont le siège est établi au 91, rue de la dent d'Orche à Publier pour son établissement situé Z.I. des Valignons à Marnaz ;



VU le récépissé de changement d'exploitant de raison sociale en date du 27 novembre 2012 délivré à monsieur le directeur de la société AD PLATING dont le siège est établi au 97 impasse des Acacias Z.I. des Valignons à Marnaz pour son établissement situé à la même adresse ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 14 août 2024 suite à l'inspection de l'établissement de Marnaz de la société AD Plating réalisée le 12 août 2024 ;

VU le courriel transmis à l'exploitant le 14 août 2024 ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à l'issue de la phase contradictoire du 14 août 2024 ;

CONSIDÉRANT que suite à l'incident déclaré par l'exploitant le 31 juillet 2024 consistant en un déversement de liquides dangereux sur le sol entre AD Plating et l'établissement voisin SMP, ainsi qu'en bordure du site AD Plating côté sud vers l'autoroute A40 ;

CONSIDÉRANT que les liquides dangereux déversés sont considérés comme matières dangereuses pour l'environnement titre du règlement européen n° 1272/2008, dit règlement CLP ;

CONSIDÉRANT que les caractéristiques actuelles des zones impactées et les conditions météorologiques de la période du 16 juillet 2024, date du déversement, au 14 août 2024 ayant été peu propice à une dissémination spatiale de la pollution, en surface et en profondeur ;

CONSIDÉRANT que la gestion des sites et sols pollués est d'autant plus complexe que les pollutions sont étendues et diluées ;

CONSIDÉRANT dès lors l'urgence de supprimer le maximum des points de pollution concentrée suspectés ;

CONSIDÉRANT que les délais de diagnostics des sols et eaux souterraines par des bureaux d'études spécialisés, en particulier en période estivale, ne sont pas compatibles avec l'objectif de traiter la pollution concentrée avant sa dissémination potentielle ;

CONSIDÉRANT compte-tenu de ce qui précède qu'il convient de prescrire à l'exploitant de retirer par excavation les points de pollution concentrée sans attendre de diagnostics de bureaux d'études spécialisés ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1

En application de l'article L. 512-20 du code de l'environnement, la société AD Plating, dont le siège social est situé 97 impasse des Acacias Z.I. des Valignons à Marnaz, fera intervenir une société

spécialisée pour supprimer les points de pollution concentrée suspectés suite à l'incident de déversement de la nuit du 16 juillet 2024 au 17 juillet 2024.

Pour cela, au plus tard 8 jours après la notification à l'exploitant du présent arrêté, ce dernier fera :

- supprimer les végétations atteintes par la pollution
- les terres au droit des zones visuellement dégradées (herbe morte, haies séchées, arbres séchés), sur une surface incluant un dépassement de 50 cm autour des zones visuellement dégradées, et sur une profondeur d'un mètre.

Ces dispositions peuvent être modifiées en fonction des solutions techniques proposées par la société spécialisée (modification des périmètres et/ou de la profondeur, notamment si des estimations ou analyses immédiates sont possibles pour rendre compte de la pollution dans les terres).

L'exploitant devra informer sans délai l'inspection des installations classées dès lors que les solutions techniques seront retenues.

Dès qu'il en aura connaissance, l'exploitant informera sans délai l'inspection des installations classées de la date d'intervention de la société spécialisée.

Article 2

Les déchets produits par les travaux mentionnés à l'article 1 du présent arrêté seront soit :

- 1- évacués immédiatement selon la filière adaptée (déchets dangereux à défaut d'analyse, autre filière d'élimination après caractérisation par prélèvements et analyses représentatives) ;
- 2- stockés sur le site de manière confinée afin de garantir l'absence de dissémination par ruissellement d'eau de pluie, puis éliminés selon les dispositions du 1 du présent article.

Article 3 -Recours

Le présent arrêté est notifié à la société AD Plating.

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, par courrier ou par le biais du portail « Télérecours citoyens », accessible au public à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr/> dans les délais prévus à l'article R. 514-3-I du même code :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Article 4 - Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié sur le site internet de la Préfecture ainsi qu' au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée à madame le Maire de Marnaz et à Monsieur le sous-préfet de Bonneville.

Pour le préfet,
Le Secrétaire général,



David-Anthony DELAVOËT